MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES SECTORIELLES
Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 22 au 26 avril 2024

Le chiffre de la semaine

LE CHIFFRE A RETENIR

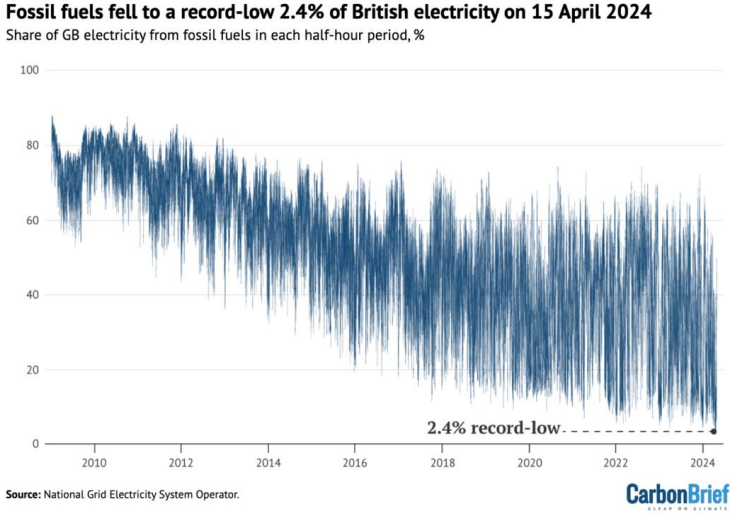
-6%

C'est la perte de PIB annuelle que pourrait enregistrer le Royaume-Uni au cours de la décennie 2030 du fait de la détérioration de l'environnement selon une étude inédite réalisée par le *Green Finance Institute*.

Energie-climat

Le mix électrique britannique se rapproche pendant une brève période de l'objectif d'un mix 100 % décarboné

Pour la première fois, la part des énergies fossiles dans le mix électrique est tombé à 2,4 % pendant une heure le 15 avril dernier, portant à 75 le nombre de plages d'une demi-heure pendant lesquelles la part des énergies fossiles était inférieure à 5 % depuis le début de l'année 2024. Cet indicateur est en nette progression par rapport à 2022 (5 plages sur l'ensemble de l'année) et 2023 (16), confortant le gestionnaire du réseau de transport d'électricité dans l'atteinte de son objectif d'atteindre un mix électrique 100% décarboné pendant de brèves périodes d'ici 2025.



Environnement

Le parti travailliste prend des premiers engagements en matière de protection de l'environnement en vue des élections législatives

Selon les propos rapportés par le *Guardian*, le ministre du cabinet fantôme en charge de l'environnement, Steve Reed, a affirmé que la protection de l'environnement était une des priorités de Keir Starmer. Il a dénoncé l'inaction des Conservateurs et estime que « l'environnement est en danger au Royaume-Uni » à la veille des élections législatives. Même si leur programme en la matière reste à préciser, Steve Reed s'est engagé à mettre fin au déclin de la biodiversité au Royaume-Uni et a réaffirmé l'objectif de protéger 30 % des espaces terrestres et 30 % des espaces maritimes d'ici 2030. Ses objectifs seront atteints par une collaboration entre le secteur public, les entreprises et les ONG. Steve Reed s'est par ailleurs engagé à renforcer les protections naturelles contre les inondations, à mettre fin aux rejets illégaux d'eaux usées et à attirer de nouveaux investissements dans les compagnies d'eau.

Le gouvernement reporte à 2027 l'introduction du système de consigne sur les bouteilles et les canettes

Dans un communiqué conjoint, le DEFRA et les gouvernements écossais, gallois et nord irlandais ont annoncé le report de l'entrée en vigueur du système de consignes sur les bouteilles et les canettes d'octobre 2025 à octobre 2027. Même si l'introduction d'un tel système relève des compétences dévolues, ce report est justifié par le souhait des nations de coordonner leurs systèmes et d'en assurer l'interopérabilité. Pour mémoire, ce dispositif avait été annoncé en 2018. Plusieurs modalités de mise en œuvre du dispositif restent à trancher, comme l'inclusion des bouteilles en verre dans le champ d du dispositif, le montant de la consigne ou le design du logo qui sera appliqué sur les bouteilles et canettes éligibles au dispositif.

Industrie

Les discussions autour de l'avenir de British Steel peinent à aboutir

Selon le *Financial Times*, Le gouvernement britannique n'est toujours pas parvenu à un accord avec le groupe chinois Jingye concernant l'avenir de Brisith Steel. Le repreneur réclame au gouvernement 500 M£ d'aides publiques pour compléter le financement des 1,25 Md£ d'investissement nécessaires pour fermer les deux hauts fourneaux et construire deux fours à arc électrique. Pour l'heure, le ministère des entreprises et du commerce n'offrirait que 300 M£, alors qu'il avait offert 500 M£ à Tata Steel pour un plan de restructuration similaire.

Transports

Le parti travailliste s'engage à renationaliser le secteur ferroviaire

Dans un discours prononcé mardi et accompagné de la publication d'un Plan pour réparer le système ferroviaire britannique, la ministre du cabinet fantôme en charge des transports, Louise Haigh, a annoncé qu'un gouvernement travailliste renationaliserait les services de transport ferroviaire de passager à mesure que les concessions accordées aux opérateurs privés arriveraient à expiration au cours des cinq prochaines années. Un nouvel opérateur public, *Great British Railways*, serait mis en place et secondé par une autorité de contrôle des droits des passagers, la *Passenger Standards Authority*. Cette reprise en main du secteur public permettrait de réaliser 2,2 Md£ d'économies chaque année à un horizon de 5 ans du fait de la réduction des coûts de fonctionnement liés à la simplification du système et à la fin du paiement de dividendes. En revanche, les Travaillistes ne prévoient pas de nationaliser l'exploitation du fret ferroviaire, ni les lignes exploitées en « open-access » (sans conventionnement ni subvention publique, comme celle de l'Eurostar ou du Heathrow express), ni enfin les entreprises de *leasing* de matériel roulant (aussi appelées *roscos*, diminutif de *rolling stocks companies*). Leur nationalisation coûterait en effet trop cher et elles permettent par ailleurs de transférer au secteur privé le coût et le risque d'investissements amortis sur plus de 30 ans. Louise Haigh s'est par ailleurs engagé à offrir aux clients une garantie de payer le prix le moins cher pour leur trajet, un remboursement automatique en cas de retard et de proposer des abonnements couvrant l'ensemble du réseau.

Le gouvernement publie ses obligations d'incorporation de carburants aériens durables

Le gouvernement britannique a publié ce jeudi 25 avril les obligations d'incorporation de carburants aériens durables imposés aux compagnies aériennes (*SAF Mandate*), qui reste encore à être approuvé par le Parlement. Pour mémoire, le R-U s'est fixé l'objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'échelle du secteur aérien en 2050. Les compagnies aériennes devront ainsi incorporer 2% de carburants aériens durables en 2025, 10% en 2030, 15% en 2035 et 22% en 2040 selon une trajectoire de hausse presque linéaire d'année en année. Le dispositif prévoit également un plafond de la part des carburants issus de la filière HEFA utilisables pour respecter cette obligation, ainsi qu'une sous-obligation pour la filière « *power to liquid* » qui débutera en 2028 à hauteur de 0,2 % pour atteindre 3,5 % en 2040 de la demande totale de carburant. Les compagnies qui ne pourront pas atteindre leurs objectifs paieront des pénalités, fixées respectivement à 4,7£ par litre pour l'obligation générale et 5£ par litre pour la sous-obligation PtL.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr